MINISTERE DU PLAN ET DES FINANCES

T. V. A.

Décret nº 90-1334 du 21 août 1990 portant suspension de la taxe sur la valeur ajoutée due à l'importation de certaines sepèces d'animaux et de semences congelées d'origine animale.

Le Président de la République,

Vu le code des douanes et notamment son article 8

Vu la loi nº 89-113 du 30 décembre 1989 relative à l'application d'un nouveau tarif des droits de douane à l'importation;

Vu le code de la taxe sur la valeur ajoutée promulgué par la loi n° 88-61 du 2 juin 1988 et notamment son article 8;

Vu le décret n° 71-119 du 26 mars 1971 portant suspension des droits de douane et de la taxe à la production perçus à l'importation des bovins, ovins et des viandes bovines et ovines ensemble des textes l'ayant prorogé et notamment le décret n° 89-1039 du 20 juillet 1989;

Vu l'avis du ministre de l'economie et des finances et du ministre de l'agriculture;

Vu l'avis du tribunal administratif;

Décrète :

Article premier. — est suspendue la taxe sur la valeur ajoutée due à l'importation de produits figurant au tableau ci-après;

N° de position	Numéro de tarif	Désignation des produits
01-02	•	Animaux vivants de l'espèce bovine
	010290.1	Vaches laitières
	010290.2	Génisses pleines ou accompagnées de leurs petits.
05-11		Produits d'origine animale, non dé- nommés ni compris ailleurs, ani- maux morts des chapitres 1 ou 3 impropres à l'alimentation humaine.
	051110.0	Sperme de taureaux.

Art. 2. — Les dispositions du présent décret s'appliquent aux importations effectuées entre le 1er janvier 1990 et le 31 décembre 1990 ;

Art. 3. — Les ministres de l'economie et des finances de l'agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'éxecution du présent décret qui sera publié en *Journal officiel* de la République tunisienne.

Tunis, le 21 août 1990

ZINE EL ABIDINE BEN ALI

Décret n° 90-1335 du 21 août 1990 portant suspension de la taxe sur la valeur ajoutée due à l'importation de certaines espèces d'animaux reproducteurs de race pure et de semences congelées d'origine animale.

Le Président de la République

Vu le code des douanes et notamment son article 8;

Vu la loi nº 73-45 du 23 juillet 1973, portant mise en vigueur d'un nouveau tarif des droits de douane à l'importation et à l'exportation ensemble des

textes l'ayant modifié ou complété et notamment la loi nº 88-145 du 31 décembre 1988, portant loi de finances pour la gestion 1989;

Vu le code de la taxe sur la valeur ajoutée promulguée par la loi nº 88-61 du 2 juin 1988 et notamment son article 8;

Vu le décret n° 71-119 du 26 mars 1971, portant suspension des droits de douane et de la taxe à la production perçus à l'importation des bovins, ovins et des viandes bovines et ovines ensemble des textes l'ayant prorogé et notamment le décret n° 89-1039 du 20 juillet 1989;

Vu l'avis des ministres de l'économie et des finances, et de l'agriculture; Vu l'avis du tribunal administratif;

Décrète:

Article premier. — La taxe sur la valeur ajoutée perçue à l'importation des produits figurant au tableau ci-après est suspendue :

N° du tarif douanier	Désignation des produits
EX 01-02	Animaux vivants de l'espèce bovine y compris les animaux du genre buffle A. — Vaches laitières B. — Reproducteurs de race pure C. — Génisses pleines et velles
EX 01-04	Animaux vivants des espèces ovine et caprine A. — Reproducteurs de race pure
EX 05-15	Produits d'origine animale, non dénommés, ni compris ailleurs : animaux morts des chapitres 1 ou 3, im- propres à la consommation humaine
	A. — Semences pour l'insémination artificielle

Art. 2. — La suspension visée à l'aricle premier ci-dessus s'applique du 1er janvier 1989 au 31 décembre 1989.

Art. 3. — Les ministres de l'économie et des finances et de l'agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République tunisienne.

Tunis, le 21 août 1990.

ZINE EL ABIDINE BEN ALI

PERMIS DE RECHERCEHE

Arrêté du ministre de l'économie et des finances du 21 juillet 1990 portant quatrième renouvellement du permis de recherche de substances minérales du second groupe dit permis «Enfidha».

Le ministre de l'économie et des finances;

Vu le décret du 13 décembre 1948, instituant des dispositions spéciales pour faciliter la recherche et l'exploitation des substances minérales du 2ème groupe, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété;

Vu le décret du 1er janvier 1953 sur les mines;

Vu la loi nº 78-55 du 26 octobre 1978, portant approbation de la convention, du cahier des charges et leurs annexes signés à Tunis le 26 mai 1978 entre l'Etat tunisien d'une part, l'entreprise tunisienne d'activités pétrollères et la société Buttes Resources Ltd d'autre part;

Vu la loi nº 85-93 du 22 novembre 1985, portant ratification du décret-loi nº 85-9 du 14 septembre 1985 instituant des dispositions spéciales concernant la recherche de la production des hydrocarbures liquides et gazeux;

Vu la loi nº 87-9 du 6 mars 1987 portant amendement du décret-loi sus-visé;